

11 MAI 2023

DELIBERATION N° 2023-048-DC

Le onze mai deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le quatre mai deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE (sauf 037), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN (sauf 037), Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU (de 044 à 056), Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Nathalie MORON, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, , Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER
Didier CHEVROLLIER suppléant Éric LEFIEVRE

Absent (s) / Excusé(s) :

Jérôme HARRAULT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Michel DELPHIN, Catherine EVILLARD, Sylvain LEFEBVRE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME, Bernard HENRY

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Olivier DESCHARD à Béatrice BERTRAND, Benoît LEDOUX à Didier ROUSSEAU, Michel DELPHIN à Nathalie MORON, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Éric TOURON, Béatrice GUILLON à Jean-François MIGLIERINA, Marc-Antoine NERON à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Arlette BOURDIER, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Thomas GUILMET, Sylvie TAUGOURDEAU à Géraldine LE COZ, Bernard HENRY à Éric MOUSSERION

Secrétaire de séance : Patricia COCHET

	DC 037	DC 038 à 043	DC 044 à 056
Membres en exercice	81	81	81
Quorum	41	41	41
Présents	56	58	59
Absents - Excusés	25	23	22
Pouvoirs	15	15	15
Votants	71	73	74

ALTER ENERGIES - PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SAS PARC EOLIEN DE LA MARETTE SUR LA COMMUNE DE BELLEVIGNE-EN-LAYON

Par délibération, en date du 8 novembre 2022, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière d'Alter Energies dans la société par actions simplifiée dédiée au portage du projet du Parc Eolien de la Marette sur la commune de Bellevigne-en-Layon.

La prise de participation financière d'Alter Energies est envisagée pour un montant maximum de de 814 187,50 € (dont 37 500 € de prime de participation au développement et 75 000 € de prime de succès), sous forme de capital et d'avances en comptes courants d'associés dont la répartition reste à définir.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :

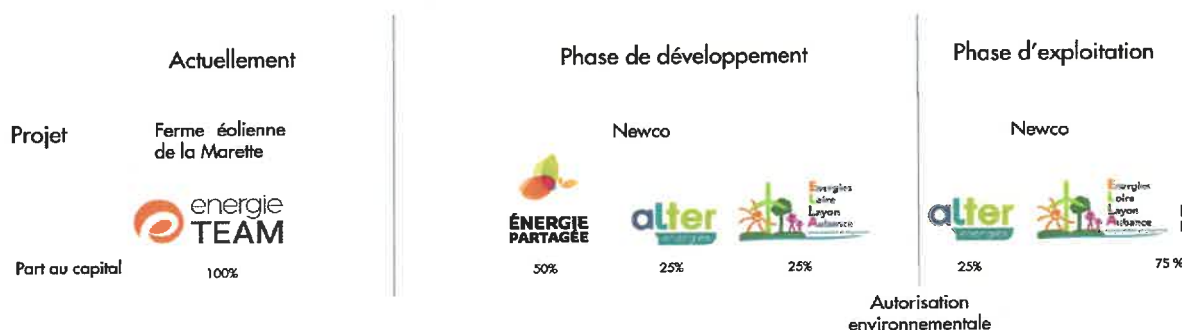
Le parc éolien de La Marette est une zone d'un potentiel de 4 machines en développement depuis 2014 par la société EnergieTEAM, située sur la commune de Bellevigne-en-Layon (anciennes communes de Champ-sur-Layon et Thouarcé).

Il est envisagé de réaliser le projet avec 4 éoliennes de type Enercon E138 de 4,2 MW de puissance unitaire, et atteignant 180 m de hauteur en bout de pale. La puissance totale sera donc de 16,8 MW.

D'après une étude de productible établie par EnergieTEAM, la production annuelle en P50 est envisagée à 37 298 MWh, soit 2 220 h/an équivalentes pleine charge.

Il est proposé aux partenaires du territoire [ERCLLA (structure citoyenne Energies Loire Layon Aubance), Alter Energies et Energie Partagée] d'acquérir la moitié du parc éolien, soit 2 éoliennes, après obtention de l'autorisation environnementale (AE), moyennant une participation dès la phase de développement et certaines conditions. Cela se concrétisera par la signature d'un protocole d'accord en cours de finalisation.

Le projet est actuellement porté par la société « Ferme Eolienne de la Marette », 100% détenue par EnergieTEAM. Une fois l'AE obtenue, il est prévu qu'EnergieTEAM crée une nouvelle société de projet « NewCo » (nom provisoire), à laquelle la société « Ferme Eolienne de la Marette » cédera 50% de ses actifs (2 éoliennes + 1 poste de livraison). EnergieTEAM vendra ensuite 100% de la « NewCO » aux acteurs du territoire.



EnergieTEAM propose les conditions d'acquisition suivantes :

- Versement d'une prime de 150 k€ par les acteurs du territoire à EnergieTEAM avant obtention de l'AE (cette prime sera donc perdue en cas d'échec du projet),
- Paiement d'une prime de succès (« Success fee ») de 300 k€ par les acteurs du territoire à EnergieTEAM lors de l'obtention de l'autorisation environnementale (délai de recours non purgé),
- Signature d'un contrat d'AMO Construction par « NewCo » avec EnergieTEAM pour un montant de 150 k€.

Au total, dans ces conditions, les frais d'acquisition du parc s'élèveraient donc à 450 k€ (dont 150 k€ à risque) + 150 k€ de contrat d'AMO Construction.

L'investissement prévisionnel pour ce projet, soit un parc de 2 éoliennes, est estimé à 11 631,23 K€ HT et le coût des charges d'exploitation du projet est estimé à 650,6 K€ HT.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital, de comptes courants d'associés, dont la répartition n'est pas encore déterminée. Le reste sera emprunté auprès de partenaires bancaires. Il est envisagé d'amortir et de financer le parc sur 20 ans, et de l'exploiter pendant 30 ans :

INVESTISSEMENT		
Investissement		11 631 k€
Fonds propres	28,0%	3 256,7 k€
Montant de l'emprunt		8 374 k€
Taux de l'emprunt		2,20%
Durée		20
Annuité		522,09 k€
COMPTABILITE		
Durée du compte d'exploitation		30 ans
Taux d'impôt sur les Sociétés		25%
Durée d'amortissement		20 ans
DSCR moyen en P90 (hypothèse bancaire)		1,20

La structure de portage :

Nom de la société	« NewCO » (nom provisoire, à définir)
Type de société	SAS
Capital social envisagé à terme	3 256 750 €
Nombre d'actionnaires envisagé	3

La participation d'Alter Energies est envisagée à hauteur de 25 % soit 814 187,50 € sous forme de capital et de Comptes Courants d'Associés dont la répartition n'est pas encore déterminée.

Il est prévu que la Présidence soit assurée par ERCLLA, et que la gestion soit assurée par Alter Energies.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Energies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Energies du 8 novembre 2022 ;

Vu l'information donnée en commission Transition énergétique et Mobilités du 11 mai 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230511-2023-048-DC-DE
Date de télétransmission : 16/05/2023
Date de réception préfecture : 16/05/2023

D'APPROUVER la participation financière de la SAEML "Alter Energies" dans la SAS dédiée au portage du projet de Parc Eolien de la Marette sur la commune de Bellevigne-en-Layon pour un montant maximum de 814 187,50 € (dont 37 500 € de prime de participation au développement et 75 000 € de prime de succès), sous forme de capital et d'avances en comptes courants d'associés dont la répartition reste à définir et le cas échéant, d'approuver la constitution de la SAS dédiée au portage du projet.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Energies.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 73 – Guy Bertin ne prend pas part au vote

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »